

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 1er décembre 1988, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'organisation de l'épreuve de sélection pour aspirant agent de police ou aspirant garde champêtre", a donné le 7 décembre 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 december 1988 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de organisatie van de selectie-examens voor aspirant-politieagent of aspirant-veldwachter", heeft op 7 december 1988 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations qui suivent.

OBSERVATION GENERALE.

L'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres (modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1987) détermine les conditions d'agrément des centres (chapitre 1er), parmi lesquelles figure l'obligation de dispenser un programme de cours aux candidats agents de police, aux gardes champêtres et aux agents de police (article 2), et fixe les conditions d'octroi et le calcul des subventions à accorder auxdits centres (chapitre II).

L'arrêté royal du 27 octobre 1986 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre détermine entre autres les règles de sélection de ces agents (chapitre III), en prévoyant une série d'épreuves dont certaines peuvent être organisées par un centre d'entraînement et d'instruction (articles 4 à 6).

L'arrêté en projet vise à obliger les centres à organiser au moins une fois par an certaines épreuves de sélection pour les agents de police et les gardes champêtres (article 1er), à prévoir la possibilité du retrait de l'agrément en cas de non-respect de cette obligation (article 2) et à fixer les subventions accordées aux centres en raison de l'organisation de ces épreuves (articles 3 à 6).

.../...

L'arrêté en projet vient compléter l'arrêté royal du 7 novembre 1983 et constitue une modification implicite de ce texte. Dans un souci de bonne légistique et de sécurité juridique, il serait souhaitable de présenter les différents articles du projet comme des textes modificatifs et non comme des textes autonomes.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

En raison de l'observation générale qui vient d'être faite, l'intitulé de l'arrêté en projet doit être rédigé comme suit :

"Arrêté royal du ... modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres".

Compte tenu de l'insertion de l'article 7 du projet dans l'arrêté royal du 7 novembre 1983 précité, il est proposé d'insérer dans l'arrêté en projet un article 1er rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'intitulé de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres et aux services agréés par le ministre de l'Intérieur".

.../...

Préambule.

Alinéa 1er.

Si la nouvelle loi communale devait être ratifiée avant la signature de l'arrêté en projet, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 227".

Alinéa 2.

Conformément à l'usage, l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1987;"

Alinéa 3.

L'alinéa 3 n'est pas utile à la compréhension de l'arrêté en projet. Il doit donc être omis.

.../...

Dispositif.Article 1er (devenant l'article 2).

En vertu de l'article 5 (et non de l'article 6) de l'arrêté royal du 27 octobre 1986, l'épreuve physique et l'épreuve orale prévues à l'article 4, alinéa 2, 1° et 2°, du même arrêté sont organisées soit par la commune soit par un centre d'entraînement et d'instruction.

Selon le délégué du ministre, le point 3° vise à obliger les centres d'entraînement et d'instruction à organiser lesdites épreuves, si une commune le leur demande.

Compte tenu de l'observation générale, le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres est complété par l'alinéa suivant :

"Il doit en outre organiser au moins une fois par an :

1° l'épreuve physique et l'épreuve orale prévues à l'article 4, alinéa 2, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 27 octobre 1986 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre, si une commune en fait la demande;

2° l'épreuve écrite prévue à l'article 4, alinéa 2, 3°, du même arrêté;

3° l'examen psychotechnique et psychologique prévu à l'article 4, alinéa 2, 4°, du même arrêté, sauf dans les provinces où un service a été agréé par le ministre de l'Intérieur sur la proposition du gouverneur de province"".

Article 2 (devenant l'article 3).

Le texte pourrait donner à penser que l'agrément peut être retiré uniquement en ce qui concerne l'organisation des épreuves de sélection. Telle n'est pas l'intention de l'auteur du texte. Selon le délégué du ministre, cet article signifie simplement que le non-respect de l'obligation d'organiser les épreuves de sélection peut entraîner le retrait de l'agrément.

Si l'on tient compte de la suggestion d'intégrer l'article 1er du projet dans l'article 2 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983, l'article 2 du projet devient superflu. En effet, l'article 4 de l'arrêté du 7 novembre 1983 permet le retrait d'agrément, lorsque les conditions prescrites par l'article 1er ne sont plus remplies.

Articles 3 à 6.

Le chapitre II de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 est divisé en trois sections.

Compte tenu de l'observation générale, il est proposé de regrouper les articles de ces trois sections dans une nouvelle section 1 intitulée "Subventions pour la formation professionnelle", les articles 3 à 6 du projet formant une nouvelle section 2 intitulée "Subventions pour l'organisation des épreuves de sélection".

Article 3 (devenant l'article 4).

Afin que le texte français soit en accord avec le texte néerlandais, il vaut mieux écrire à la fin de l'article :

"... centres agréés d'entraînement et d'instruction en vue de la sélection des candidats aspirants agents de police et gardes champêtres".

Article 4 (devenant l'article 5).

L'article en projet prévoit que, pour pouvoir bénéficier de subventions pour l'organisation des épreuves de sélection, le pouvoir organisateur doit faire parvenir un rapport au ministre de l'Intérieur avant le 30 septembre.

Pour obtenir des subventions pour la formation professionnelle des agents de police et gardes champêtres, le rapport doit parvenir au ministre de l'Intérieur avant le 15 octobre (article 8 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983).

Il appartient à l'auteur du projet d'apprécier s'il ne convient pas d'uniformiser les dates.

Article 5 (devenant l'article 6).

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er :

.../...

"§ 1er. Le montant de la subvention est calculé sur la base du nombre de candidats ayant participé à une épreuve de sélection.

La subvention par candidat est fixée à :

- 1° 450 francs pour l'épreuve prévue à l'article 4, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 27 octobre 1986 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre;
- 2° 750 francs pour les épreuves prévues à l'article 4, alinéa 2, 2° et 3°, du même arrêté;
- 3° 950 francs pour l'examen prévu à l'article 4, alinéa 2, 4°, du même arrêté" (sous réserve de ce qui est dit à l'article 7 en projet).

Article 6 (devenant l'article 7).

Le terme "sélection" devrait être remplacé par les termes "épreuves de sélection". De plus, il n'est pas d'usage de souligner certains mots dans le dispositif d'un arrêté.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Les subventions relatives à l'organisation d'épreuves de sélection sont liquidées sur les crédits de l'année budgétaire, au cours de laquelle les épreuves ont été clôturées.

.../...

Elles sont toutefois liquidées sur les crédits de l'année budgétaire suivante, lorsque les épreuves ont été clôturées après le 30 septembre".

Article 7.

Il y a lieu d'insérer l'article 7 en projet dans une nouvelle section III du chapitre II, intitulée "Subventions aux services agréés par le ministre de l'Intérieur".

Il faut reprendre dans cet article, la règle prévue à l'article 5, § 1er, d), qui en serait le paragraphe 1er.

Le texte de l'article 7 constituerait, dès lors, le paragraphe 2 de cet article et devrait être adapté pour tenir compte de l'existence du paragraphe 1er.

A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire dans le texte français par analogie avec l'observation faite sous l'article 3 du projet :

"...en vue de la sélection des candidats aspirants agents de police et gardes champêtres".

Selon le délégué du ministre, il n'y a pas de texte réglant les conditions d'agrément de ces services et, dans certaines provinces, le ministre a agréé des centres P.M.S.

Puisque l'intention est d'accorder des subventions à ces services, il conviendrait d'en fixer les conditions d'agrément.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State er zich toe beperken de volgende opmerkingen te formuleren.

ALGEMENE OPMERKING.

Het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1987) stelt (hoofdstuk I) de voorwaarden voor erkenning van de centra vast, waaronder de verplichting om aan de kandidaten-politieagenten, aan de veldwachters en aan de politieagenten een lessenprogramma te verstrekken (artikel 2), en bepaalt de voorwaarden voor het verlenen van de subsidies aan de voormelde centra alsook de wijze waarop ze worden bereken (hoofdstuk II).

Het koninklijk besluit van 27 oktober 1986 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent en van veldwachter bepaald onder meer de regels inzake selectie van die personeelsleden (hoofdstuk III), en voorziet in een reeks proeven en examens waarvan een aantal door een trainings- en opleidingscentrum kunnen worden georganiseerd (artikelen 4 tot 6).

.../...

Het ontworpen besluit strekt ertoe de centra te verplichten om ten minste eens per jaar sommige selectieproeven en -examens te organiseren ten behoeve van de politieagenten en de veldwachters (artikel 1), te bepalen dat de erkenning kan worden ingetrokken als aan die verplichting niet is voldaan (artikel 2) en de subsidies vast te stellen die voor het organiseren van die proeven en examens aan de centra worden verleend (artikelen 3 tot 6).

Het ontworpen besluit vult het koninklijk besluit van 7 november 1983 aan en vormt een impliciete wijziging van die tekst. Ter wille van een goede wetgevingstechniek en van de rechtszekerheid, zou het beter zijn de verschillende artikelen van het ontwerp als wijzigingsteksten en niet als autonome teksten in te kleden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Gelet op de zoëven geformuleerde algemene opmerking, dient het opschrift van het ontworpen besluit als volgt te worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit van ... tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters".

.../...

Rekening houdend met de invoeging van artikel 7 van het ontwerp in het voormelde koninklijk besluit van 7 november 1983, wordt voorgesteld in het ontworpen besluit een artikel 1 op te nemen dat als volgt luidt :

"Artikel 1.-

Het opschrift van het koninklijk besluit van 7 november 1983 wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters en de diensten die door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn erkend".

Aanhef.

Eerste lid.

Voor het geval dat de nieuwe gemeentewet wordt bekrachtigd alvorens het ontworpen besluit wordt getekend, zou het beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 227;".

Tweede lid.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren, zoals gebruikelijk is :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1987;".

.../...

Derde lid.

Het derde lid draagt niet bij tot een beter begrip van het ontworpen besluit. Het dient derhalve te vervallen.

Bepalend gedeelte.Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

Krachtens artikel 5 (en niet artikel 6) van het koninklijk besluit van 27 oktober 1986, worden de lichamelijke proef en het mondeling examen die bedoeld zijn in artikel 4, tweede lid, 1° en 2°, van hetzelfde besluit, hetzij door de gemeente, hetzij door een trainings- en opleidingscentrum georganiseerd.

Volgens de gemachtigde van de Minister heeft punt 3° tot doel de trainings- en opleidingscentra ertoe te verplichten die proeven en examens te organiseren zo een gemeente hun vraagt zulks te doen.

Gelet op de algemene opmerking, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 2.-

Artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters wordt aangevuld met het volgende lid :

.../...

"Zij moet bovendien ten minste eens per jaar :

- 1° de lichamelijke proef en het mondeling examen welke bedoeld zijn in artikel 4, tweede lid, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 27 oktober 1986 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent en van veldwachter, organiseren wanneer een gemeente erom verzoekt;
- 2° het in artikel 4, tweede lid, 3°, van hetzelfde besluit bedoelde schriftelijk examen organiseren;
- 3° het in artikel 4, tweede lid, 4°, van hetzelfde besluit bedoelde psychotechnisch en psychologisch onderzoek organiseren, behalve in de provincies waar door de Minister van Binnenlandse Zaken, op de voordracht van de provinciegouverneur, een dienst werd erkend"".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

De tekst zou de indruk kunnen wekken dat de erkenning alleen kan worden ingetrokken wat de organisatie van de selectieproeven betreft. Dit is niet de bedoeling van de steller van de tekst. Volgens de gemachtigde van de Minister, betekent dit artikel gewoon dat het niet nakomen van de verplichting om de selectieproeven te organiseren de intrekking van de erkenning tot gevolg kan hebben.

.../...

Als men rekening houdt met het voorstel om artikel 1 van het ontwerp op te nemen in artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 november 1983, wordt artikel 2 van het ontwerp overbodig. Artikel 4 van het besluit van 7 november 1983 maakt het immers mogelijk de erkenning in te trekken wanneer aan de in artikel 1 gestelde voorwaarden niet meer is voldaan.

Artikelen 3 tot 6.

Hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 7 november 1983 is ingedeeld in drie afdelingen.

Gelet op de algemene opmerking, wordt voorgesteld de artikelen van deze drie afdelingen samen te brengen in een nieuwe afdeling 1 met als opschrift "Subsidies voor de beroepsopleiding", waarbij de artikelen 3 tot 6 van het ontwerp een nieuwe afdeling 2 vormen met als opschrift : "Subsidies voor het organiseren van de selectieproeven".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Ter wille van de overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst, schrijve men in de Franse tekst aan het einde van het artikel :

"... centres agréés d'entraînement et d'instruction en vue de la sélection des candidats aspirants agents de police et gardes champêtres".

.../...

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Het ontworpen artikel bepaalt dat de inrichtende macht, wil zij in aanmerking komen voor subsidies voor het organiseren van de selectieproeven, vóór 30 september aan de Minister van Binnenlandse Zaken een verslag moet doen toekomen.

Om subsidies te krijgen voor de beroepsopleiding van de politieagenten en veldwachters moet het verslag vóór 15 oktober bij de Minister van Binnenlandse Zaken toekomen (artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 november 1983).

Het is zaak van de steller van het ontwerp te oordelen of de datum in beide gevallen niet dezelfde moet zijn.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 1 :

"§ 1. Het bedrag van de subsidie wordt berekend op grond van het aantal kandidaten die aan een selectieproef hebben deelgenomen.

De subsidie per kandidaat wordt vastgesteld op :

1° 450 frank voor de selectieproef bedoeld in artikel 4, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit van 27 oktober 1986 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent en van veldwachter;

.../...

2° 750 frank voor de examens bedoeld in artikel 4, tweede lid, 2° en 3°, van hetzelfde besluit;

3° 950 frank voor het onderzoek bedoeld in artikel 4, tweede lid, 4°, van hetzelfde besluit" (onder voorbehoud van wat bepaald wordt in het ontworpen artikel 7).

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

De term "selectie" zou moeten vervangen worden door de term "selectieproeven". Het is bovendien niet gebruikelijk in het bepalend gedeelte van een besluit woorden te onderstrepen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

De subsidies betreffende het organiseren van selectieproeven worden betaald op de kredieten van het begrotingsjaar waarin de proeven zijn afgesloten.

Zij worden evenwel betaald op de kredieten van het volgende begrotingsjaar wanneer de proeven na 30 september zijn afgesloten".

Artikel 7.

Het ontworpen artikel 7 dient te worden ingevoegd in een nieuwe afdeling III van hoofdstuk II, met als opschrift "Subsidies aan de diensten erkend door de Minister van Binnenlandse Zaken".

In dit artikel moet de in artikel 5, § 1, d), vervatte regel worden opgenomen, die dan paragraaf 1 van het artikel zou vormen.

De tekst van artikel 7 zou bijgevolg paragraaf 2 van dat artikel vormen en zou moeten worden aangepast ten einde rekening te houden met het bestaan van paragraaf 1.

Aan het einde van het eerste lid schrijve men in de Franse tekst, naar analogie met de bij artikel 3 gemaakte opmerking :

"en vue de la sélection des candidats aspirants agents de police et gardes champêtres".

Volgens de gemachtigde van de Minister bestaat er geen tekst waarin de voorwaarden voor de erkenning van deze diensten worden vastgesteld en, in sommige provincies, heeft de Minister P.M.S.-centra erkend.

Aangezien het de bedoeling is aan deze diensten subsidies te verlenen, zouden de erkenningsvoorwaarden moeten worden vastgelegd.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

C.-L. CLOSSET,
J.-C. GEUS,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.